

Initiatives ministérielles

en jeu étaient alors du même ordre que les 5,2 milliards de dollars d'Hibernia.

J'ai connu à ce sujet beaucoup d'incertitude, beaucoup de difficultés quant au concept même d'une frégate de patrouille. Certains disaient que nous n'en avions pas besoin. D'autres soutenaient qu'il nous en fallait de plus grandes, en moins grand nombre, et d'autre encore affirmaient que le Canada devrait en avoir davantage, mais moins perfectionnées. Le ministre devait faire un jugement de valeur. Je devais en faire un aussi, de même que mes collègues, tous les députés, les fonctionnaires qui entourent le ministre et tous ceux qui se sont occupés de cette affaire. C'est une question de jugement.

Nous n'avons pas d'ordinateurs pouvant nous dire comment procéder ou pouvant garantir que le ministre, s'il occupe encore son poste dans deux ou trois ans, n'aura pas à répondre à la Chambre à quelques questions embarrassantes. Je peux presque garantir que ces questions seront posées et il se peut bien que je les pose moi-même, mais tout cela fait partie du système.

Je voudrais assurer à tous ceux qui m'écoutent que c'est bien cela qui se produit chaque fois que nous avons affaire à un projet de ce genre. La seule façon de l'éviter consiste à ne pas réaliser le projet. En ne faisant rien, on ne commet pas d'erreurs. Mais je ne suis pas partisan de cette attitude. Je suis prêt à prendre des risques. Dieu sait que j'ai fait ma part d'erreurs dans ma vie et j'en commettraï probablement d'autres. Je peux garantir qu'il y aura des erreurs pendant la réalisation de ces projets, mais ce n'est pas une raison pour attendre et ne rien faire.

Monsieur le Président, je sais que nous nous approchons de 13 heures, mais je tiens à parler d'une question qui revêt une importance capitale pour tous les députés. Nous connaissons la situation de l'emploi au Canada. Tout esprit partisan mis à part, on peut dire que les chiffres du chômage ont monté un peu. Ils sont horriblement élevés à Terre-Neuve. Je ne dis vraiment pas cela pour des motifs politiques. Je le dis parce que ces projets créent des perspectives d'emploi et de formation. Il y a des gens qui m'appellent. Hier soir, au retour d'une réception à laquelle j'avais assisté après la fin des travaux de la Chambre, j'ai reçu un appel d'un électeur qui m'a dit: «Pouvez-vous me dire ce qui se passe au sujet d'Hibernia? Comment peut-on obtenir un emploi? Quand allons-nous commencer à avoir des programmes de formation pour nous préparer à ce travail?»

Nous sommes très clairvoyants à Terre-Neuve. Nous avons dans notre province un établissement nommé l'institut Cabot qui a formé une vingtaine de milliers de personnes depuis le milieu des années 1960. En fait, il y a seulement deux heures, je parlais à la présidente de l'institut, M^{me} Linda Inkpen, qui m'a parlé un peu de ce qui se passe. Depuis environ un an, nous faisons de la formation pour que les travailleurs de Terre-Neuve et de tout l'est du Canada soient à même de profiter du projet Hibernia grâce à une formation axée expressément sur le projet ou sur des secteurs qui bénéficieront de retombées: gestion hôtelière, gestion dans le domaine de l'hébergement et de la restauration, gestion d'entreprises en général.

Monsieur le Président, j'aurais un autre point à souligner, et à souligner avec insistance, avant d'entrer dans les détails. Je suis convaincu que rien ne vaut l'information de première main. Je saisis mieux les choses lorsque je les vois ou les touche moi-même au lieu d'en entendre parler ou de lire un livre sur le sujet. Je crois en Terre-Neuve. Au moment où je vous parle, 42 000 Terre-Neuviens sont sans emploi. Ils sont 42 000 à ne pas savoir où aller ce matin sinon au bureau de poste pour prendre le courrier et bavarder avec les copains. Et dire que des bureaux de poste ferment leurs portes. Certains chômeurs ne peuvent même plus aller s'y promener.

Monsieur le Président, vous et moi avons du travail, et nous en aurons sans doute toujours. Nous n'avons pas connu le chômage. Je dirais que... Dites-vous le contraire? Vous avez peut-être été au chômage. On me dit qu'on se sent terriblement mal lorsqu'on se lève le matin et qu'on n'a pas d'emploi. Il y a 42 000 Terre-Neuviens dans cette situation, dont beaucoup dans ma propre circonscription, et je parle souvent avec eux.

Pour moi, dans ce projet, la pièce de résistance, c'est le nombre d'emplois et l'espoir que ces emplois font naître. C'est la page centrale du magazine, si on me permet la comparaison, la page centrale de *Playboy* ou d'une revue sur l'automobile.

Monsieur le Président, puis-je dire qu'il est une heure? Je poursuivrai après la période des questions.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

La séance est suspendue à 13 heures.